



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



|               |   |
|---------------|---|
| SEP           |   |
| A enregistrer | h |
| En cours      |   |
| Attribution   | h |
| Copie         |   |

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

Évry-Courcouronnes, le **- 2 JAN. 2025**

**BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES**

Marie-Odette RODRIGUES

Tél. : 01.69.91.92.88

Mél. : martha.rodrigues@essonne.gouv.fr

Réf. : MOR/DCPPAT/BUPPE n°

**25 00 02**

**Lettre recommandée avec A.R.**

**1A 196 285 4315 8**



Monsieur le directeur,

Je vous prie de trouver, ci-joint, à titre de notification, une copie de l'arrêté préfectoral portant prolongation de l'autorisation d'exploiter et modification des conditions de remise en état d'une carrière par la Société FULCHIRON Industrielle SAS au lieu-dit « Le Chenay » sur les communes de MILLY-LA-FORÊT et MAISSE

Les délais et voies de recours sont indiqués à l'article 4 de la décision notifiée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la préfète et par délégation,  
La cheffe du bureau de l'utilité publique  
et des procédures environnementales

Mireille FARGE

Société FULCHIRON Industrielle SAS

Affaire suivie par Mme Charlene LEBRUN

Responsable environnement-foncier

Chemin de Saint-Eloi

91720 MAISSE

**Copie pour information à :**

**- UD DRIAT – Affaire suivie par Aurore DAMIOT**







**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/ 002 du 02 janvier 2025  
portant prolongation de l'autorisation d'exploiter et modification des conditions  
de remise en état d'une carrière par la Société FULCHIRON Industrielle SAS au  
lieu-dit « Le Chenay » sur les communes de MILLY-LA-FORÊT et MAISSE**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 123-19-2 II, L. 181-14, L. 511-1, L. 516-1, R. 181-44, R. 181-45 et R. 181-46,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de l'Essonne,

**VU** le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2024-PREF-DCPPAT-BCA-193 du 24 juin 2024 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu,

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières,

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 74-3060 du 10 mai 1974 autorisant la société FULCHIRON à exploiter une carrière de sables industriels à MILLY-LA-FORÊT,

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 81-7344 du 15 octobre 1981 autorisant la société FULCHIRON à étendre l'exploitation d'une carrière de sables industriels à MILLY-LA-FORÊT,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 97-0712 du 28 février 1997 fixant de nouvelles règles d'exploitation et de remise en état pour la carrière de sables industriels et de calcaires exploitée par la société FULCHIRON sur le territoire des communes de MILLY-LA-FORÊT et de MAISSE,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2002.PREF.DCL/0358 du 8 novembre 2002 portant renouvellement de l'autorisation d'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables industriels et de calcaires par la société FULCHIRON sur le territoire des communes de MILLY-LA-FORÊT et MAISSE et autorisation de compléter l'installation de traitement des matériaux extraits existante, par la mise en service d'une unité mobile de concassage,



**VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-PREF-DCI/3/BE/n° 0101 du 21 juin 2005 imposant à la société FULCHIRON Industrielle SA des prescriptions complémentaires pour le respect des nouvelles conditions de réaménagement de la carrière située au lieu-dit « Bois du Chenay » à MILLY-LA-FORÊT,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-PREF-DCI/3/BE/n° 0158 du 25 août 2006 imposant à la société FULCHIRON Industrielle SA des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Bois du Chenay » à MILLY-LA-FORÊT,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI/2/BE 0133 du 22 juillet 2009 prescrivant et encadrant les travaux de remblaiement de la carrière exploitée par la société FULCHIRON Industrielle SA au lieu-dit « Bois du Chenay », à MILLY-LA-FORÊT,

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/008 du 9 janvier 2017 portant modification des conditions d'exploitation de carrière sur les communes de MILLY-LA-FORÊT et MAISSE au lieu-dit « Le Chenay » par la société FULCHIRON Industrielle SAS,

**VU** le dossier de porter à connaissance déposé le 25 juin 2024 par la société FULCHIRON Industrielle SAS portant sur une demande de prolongation d'exploitation pour une durée de 4 ans afin de terminer la remise en état du site conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux encadrant le site et à la modification des conditions de la mise en œuvre du remblaiement,

**VU** l'examen du porter à connaissance par l'inspection des installations classées,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 novembre 2024,

**VU** la participation du public par voie électronique organisée du lundi 2 décembre 2024 au mardi 17 décembre 2024 inclus,

**VU** l'absence d'observations recueillies lors de la consultation du public par voie électronique,

**VU** le projet d'arrêté préfectoral portant prolongation de l'autorisation d'exploiter et modification des conditions de remise en état de la carrière exploitée par la société FULCHIRON Industrielle SAS au lieu-dit « Le Chenay », transmis à l'exploitant par courrier du 23 décembre 2024,

**VU** l'observation écrite de l'exploitant transmise par courriel du 27 décembre 2024, prise en compte dans le projet d'arrêté,

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant le 25 juin 2024,

**CONSIDÉRANT** les dispositions actuelles encadrant l'établissement,

**CONSIDÉRANT** les conclusions du porter à connaissance n° R24045401 du mois de juin 2024 rédigé par la société ABO GEO+ Environnement,

**CONSIDÉRANT** la suppression des contraintes techniques en zone Nord, suite à l'annulation du projet de déviation de la RD 837,

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation d'exploitation et de réaménagement de la carrière a été accordée par arrêté préfectoral du 8 novembre 2002 et prolongée par arrêtés préfectoraux des 21 juin 2005, 22 juillet 2009 et 9 janvier 2017,

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter peut être considérée comme non substantielle si elle n'excède pas deux ans,



**CONSIDÉRANT** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé humaine,

**CONSIDÉRANT** que les éléments du dossier paraissent suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation sur son site et au regard de son environnement,

**CONSIDÉRANT** que cette demande n'engendre pas de modification substantielle des conditions d'exploitation de la carrière, mais qu'elle nécessite une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 janvier 2017,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : EXPLOITANT ET SITE CONCERNÉ**

La société FULCHIRON Industrielle SAS, dont le siège social est situé, chemin de Saint-Eloi - 91720 MAISSE, doit respecter les prescriptions du présent arrêté et de ses annexes, applicables à son site - carrière du « Bois du Chenay », ZA du Chenet, sis sur le territoire des communes de MILLY-LA-FORÊT (91490) et MAISSE (91720).

### **ARTICLE 2 : CONFORMITÉ DU DOSSIER**

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/008 du 9 janvier 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande de modification du 25 juin 2024, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté ainsi que des réglementations autres en vigueur.

En particulier, la remise en état doit être faite conformément à l'étude d'impact, aux plans de remise en état, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande susmentionné en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 : TRAVAUX DE REMBLAIEMENT**

Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/008 du 9 janvier 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

**Avant l'échéance du 9 janvier 2027**, la société FULCHIRON INDUSTRIELLE SAS est tenue de remettre en état la carrière du « Bois du Chenay ». Les matériaux servant au remblaiement sont des déchets inertes extérieurs tels que définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

#### **Article 4.1 : Accès au site et circulation interne au site**

L'accès à la carrière se fait au Nord-Est du site. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risques pour la sécurité publique.

Des panneaux de signalisation limitant la vitesse sont mis en place sur cette voie d'accès.

Une barrière est maintenue en place afin d'interdire, en dehors des heures d'ouverture du site, l'accès à la portion de voie ne desservant que la carrière.

Les pistes internes à la carrière sont aménagées afin de permettre la circulation de poids lourds.

Les pistes reliant l'entrée du site aux zones de dépotage sont réalisées en enrobés afin de supporter la circulation des poids lourds.

Les pistes présentant des pentes supérieures à 15 % sont condamnées via des enrochements ou reprofilées pour permettre la circulation des engins en sécurité.



Seuls les engins d'exploitation et les véhicules légers autorisés circulent sur les zones en chantier. Un pédiluve est également mis en place en amont de la sortie du site afin de permettre le nettoyage des roues des camions à leur sortie du site.

#### Article 4.2 : Horaires des travaux de remblaiement

L'activité aura lieu du lundi au vendredi, de 7h00 à 18h00.

#### Article 4.3 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des zones en eau. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

#### Article 4.4 : Caractéristiques de la remise en état

Les travaux de remise en état doivent permettre de combler partiellement le vide de fouille restant conformément aux plans fournis en annexe n° 1. Les matériaux remblayés sont des déchets inertes extérieurs tels que définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé. Le volume autorisé est de 247 500 m<sup>3</sup> maximum de matériaux inertes correspondant à 495 000 t sur les deux ans, soit 250 000 t en moyenne par an.

L'accueil de ces matériaux inertes, principalement issus des chantiers du BTP régional, suit une procédure stricte avant toute utilisation en tant que remblai : contrôles visuel et olfactif, dépotage préalable sur une aire dédiée. »

### **ARTICLE 4 :**

Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/008 du 9 janvier 2017 relatives à la stabilité du projet de remblaiement, étant devenues sans objet, sont supprimées.

### **ARTICLE 5 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/008 du 9 janvier 2017 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les travaux de remise en état de la carrière du Bois Chenay consistent en un remblaiement d'une ancienne exploitation à sec, ils sont concernés par la deuxième rubrique de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées, c'est-à-dire « Carrière en fosse ou à flanc de relief ».

La formule de calcul est la suivante :

$$CR = \alpha \times (S1C1 + S2C2 + S3C3)$$

Avec :

- CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée (5 ans) ;
- S1 : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée (pistes) et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées ;
- C1 : 15 555 €/ha ;
- S2 : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) ;



- C2 : 36 290 €/ha pour les 5 premiers hectares, puis 29 625 €/ha pour les 5 suivants, et 22 220 €/ha au-delà ;
- S3 : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par le produit du linéaire de front par la hauteur des fronts ;
- C3 : 17 775 €/ha.

Et :

- $\alpha = (\text{Index} / \text{index0}) \times ((1 + \text{TVAR}) / (1 + \text{TVA0}))$ ,
- Index = indice TP01 au moment de la rédaction du dossier (mai 2024) = 130,1 (indice TP01 de mars 2024). Il faut le convertir avec le coefficient TP01 (6,5345). Donc :  $130,1 \times 6,5345 = 850,1$ ,
- Index0 : indice TP01 de mai 2009 soit 616,5,
- TVAR : Taux de TVA applicable soit 0,20,
- TVA0 : Taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

Soit  $\alpha = 1,384$

Les calculs se décomposent donc comme suit :

| Phase                                  | S1 : Surface des Infrastructures<br>(en ha) |   | S2 : Surface de Chantier<br>(en ha) |                                  | S3 : Surface verticale des fronts<br>(en ha) |                           |
|--|---|---|-------------------------------------|----------------------------------|--|---------------------------|
| Phase 0 :<br>topographie<br>du 12/2023 | 1,62  | Piste d'accès,<br>plateforme technique,<br>pistes | 2,43                                | Zone en cours de<br>remblaiement | 2  | Fronts de<br>remblaiement |

Le tableau suivant synthétise les coûts résultant des calculs précédents :

| Phase      | S1<br>Infrastructure<br>(ha) | S1 x C1<br>(C1 =<br>15 555<br>€/ha) | S2<br>Chantier<br>(ha) | S2 x C2<br>(C2 = 36 290<br>puis 29 625 et<br>22 220 €/ha) | S3<br>Fronts<br>(ha) | S3 x C3<br>(C3 =<br>17 775<br>€/ha) | Garanties<br>financières<br>avant<br>actualisation<br>(€ TTC) | Garanties financières<br>actualisées à mars 2024<br>( $\alpha=1,384$ )<br>(€ TTC) |
|------------|------------------------------|-------------------------------------|------------------------|---|----------------------|-------------------------------------|---|---|
| Phase<br>B | 1,62                         | 25 174                              | 2,43                   | 88 217  | 2                    | 35 557                              | 148 949   | 206 084   |

La société FULCHIRON Industrielle doit constituer les garanties financières suivantes pour la carrière du Bois du Chenay (estimation en mai 2024) :

| Phase | Montant (€ TTC) en mai 2024 |
|-------|-----------------------------|
| B     | 206 084                     |

#### **ARTICLE 6 :**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/008 du 9 janvier 2017 non modifiées par le présent arrêté restent applicables.

#### **ARTICLE 7 : TRAFIC ROUTIER**

Les mesures de réduction du trafic routier actuellement en place sont maintenues et accentuées si nécessaire :

- Favoriser au maximum le double fret avec la carrière du Bois Rond voisine également exploitée par FULCHIRON afin de limiter l'impact sur le trafic de la RD 837. Les camions de



remblai déchargent leur remblai sur la carrière du Chenay et peuvent aller se recharger en granulats calcaires, sable ou sablons à la carrière du Bois Rond avant de repartir sur la RD 837.

- Optimiser les flux en privilégiant l'utilisation de camion de 30 tonnes au lieu de 25 tonnes.

L'exploitant réalise un bilan annuel de la mise en œuvre du double fret avec le site du Bois Rond et l'utilisation de camion de 30 t.

#### **ARTICLE 8 : FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 9 : PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MILLY-LA-FORÊT et à la mairie de MAISSE et peut y être consultée,
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de MILLY-LA-FORÊT et en mairie de MAISSE pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires,
- l'arrêté est publié sur le site des services de l'État en Essonne, au recueil des actes administratifs de la préfecture, pendant une durée minimale de quatre mois, à l'adresse :  
[www.essonne.gouv.fr/Publications/Recueils-des-actes-administratifs-RAA](http://www.essonne.gouv.fr/Publications/Recueils-des-actes-administratifs-RAA)

#### **ARTICLE 10 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56, avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, sous peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci d'une part à l'auteur de la décision, la préfète de l'Essonne à l'adresse suivante (Mme la Préfète de l'Essonne – DCPAT/BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex) et d'autre part au bénéficiaire de la décision (société FULCHIRON Industrielle SAS, dont le siège social est situé chemin de Saint-Eloi – 91720 MAISSE). La notification doit être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date de dépôt du recours contentieux. Cette formalité est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée, justifiée par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de l'Essonne – DCPAT/BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - 92055 Paris-La-Défense Cedex, dans un délai de deux mois. Ces recours administratifs interrompent le délai de recours contentieux qui ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été l'un ou/et l'autre rejetés de manière expresse ou de manière implicite en l'absence de réponse au bout de 2 mois.



Toutefois, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif, l'auteur du recours est tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision, selon les modalités fixées au paragraphe précédent, sous peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès de la préfète, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La préfète dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime la réclamation fondée, la préfète fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

#### **ARTICLE 11 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
Les maires de MILLY-LA-FORÊT et de MAISSE,  
L'exploitant, la société FULCHIRON INDUSTRIELLE SAS,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société FULCHIRON Industrielle SAS.

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Olivier DELCAYROU



**ANNEXE N°1**  
**Plans de remise en état final**  
**(Documents fournis et actualisés par l'exploitant)**



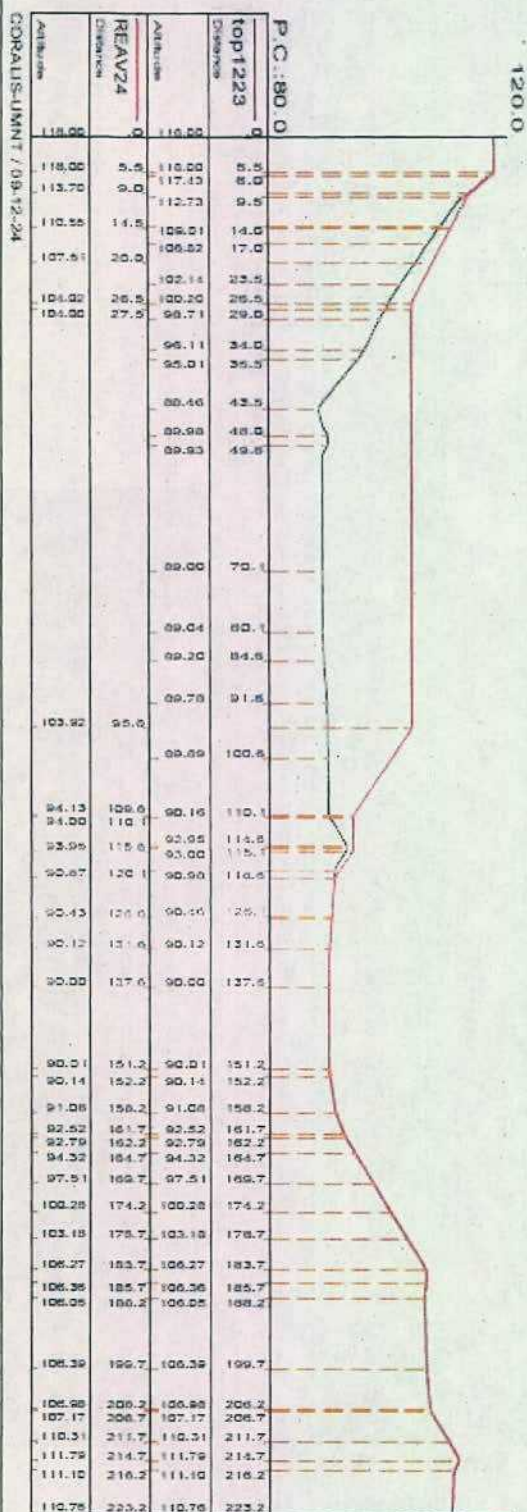




# Coupe Nord Sud

## Nord-Sud

Pt Gauche : Est-Ouest = 1656468.68 Nord-Sud = 8133483.98  
 Pt Droit : Est-Ouest = 1656468.68 Nord-Sud = 8133260.75  
 Echelle horizontale : 1 / 1000  
 Echelle verticale : 1 / 1000  
 Modèle : top1223  
 REAV24



CORAU-SUMIT / 09-12-24